

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE DR RAYMOND VERGÈS

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N°21618 - 80ÈME ANNÉE

La politique française des visas prive La Réunion du jackpot des touristes à haut pouvoir d'achat



Emirates reliera 4 fois par semaine les Seychelles et Madagascar à l'aéroport de Dubaï aux Émirats arabes unis. Le premier vol est prévu le 3 septembre. Un gros porteur transportant des passagers à fort pouvoir d'achat reliera un des plus importants aéroports du monde aux 2 États les plus proches de notre pays. La Réunion n'est pas incluse dans le plan de vol. Cela rappelle son isolement. La cause de cet isolement est la politique des visas décidée par Paris sans tenir compte de l'intérêt des Réunionnais. Cette politique fait fuir les touristes à haut pouvoir d'achat au détriment des emplois et des richesses qui pourraient être créées pour les Réunionnais.

Une nouvelle confirme l'isolement de La Réunion. L'ouverture par Emirates d'une nouvelle ligne aérienne reliant l'aéroport international d'Antananarivo à Madagascar à celui de Dubaï aux Émirats arabes unis est un changement important dans notre région. A partir du 3 septembre, 4 vols sont prévus chaque semaine entre les deux capitales. Une escale est prévue aux Seychelles.

4 fois par semaine, un avion gros porteur rempli de passagers à fort pouvoir d'achat va donc atterrir chez nos voisins. Madagascar rejoint donc Maurice et les Seychelles comme destination desservie par Emirates. Chaque année, plusieurs dizaines de millions de personnes transitent par l'aéroport de Dubaï. Elles auront alors accès directement à la Grande île. Madagascar vise un million de touristes. Emirates a été sensible à cet argument.

Tout comme Maurice et Madagascar, notre île mise officiellement sur le tourisme pour créer des emplois. Dans notre île, l'argent public est bien plus abondant qu'à Madagascar et à Maurice. Les subventions des pouvoirs publics et la défiscalisation permettent aux investisseurs des gains importants. L'argent public est également utilisé dans la formation. Le potentiel est donc là en termes de ressources humaines.

Paris décide qui peut entrer à La Réunion, pas les Réunionnais

Mais malgré tout cela, La Réunion ne figure pas dans le plan de vol d'Emirates. Madagascar et Maurice en font partie. La raison est simple. Pour Emirates, La Réunion n'est une destination pour touristes à fort pouvoir d'achat. Ce n'est pas étonnant. Le manque d'infrastructures touristiques correspondant à ce tourisme est une partie de l'explication. Sa cause vient de l'intégration à la France. Cette intégration a coupé les liens entre La

Réunion et ses voisins de l'océan Indien et de l'Afrique. C'est Paris qui décide qui peut ou pas entrer à La Réunion. L'administration française impose des conditions drastiques pour les touristes potentiels venus de pays autres que l'Union européenne. Les Européens peuvent entrer sans visa et rester aussi longtemps qu'ils le désirent. Mais nos voisins et les ressortissants d'États hors-UE doivent demander un visa dans un consulat français dans leur pays d'origine. Cela suppose des frais importants et un délai d'attente. Le visa peut être refusé selon le bon vouloir de l'autorité consulaire française : « *garanties insuffisantes* ». Les frais ne sont pas remboursés. Cela signifie ceci : il est impossible pour un touriste d'acheter un visa à l'arrivée à La Réunion en fournissant une simple adresse et un contact sur place. Ceci ne peut que faire fuir le touriste à haut pouvoir d'achat venu d'Asie ou d'Afrique. Maurice et Madagascar sont à côtés de nous. Ces deux pays sont bien plus accueillants. Le visa pour touriste y est délivré à l'entrée dans le territoire, sans entretien ou justification d'une somme minimale sur soi ou son compte en banque. Il est donc logique qu'ils préfèrent dépenser leur argent chez nos deux voisins plutôt qu'à La Réunion.

Les Européens trouvent moins cher que La Réunion ailleurs

L'intégration à la France ne signifie pas un afflux de touristes européens. La crise en Europe limite le pouvoir d'achat. Les Européens se tournent donc vers des destinations bien moins chères que La Réunion. Le coût du billet d'avion est un premier obstacle. Le second est un coût de la vie nettement plus élevé qu'en France.

En conséquence, les touristes extérieurs sont majoritairement des Réunionnais de retour dans leur famille en vacances, ou des Français rendant visite à des amis. Cet apport financier reste minoritaire par rapport à la première clientèle des professionnels du tourisme à La Réunion : les résidents.

Tant que la politique des visas sera aussi restrictive, il sera bien difficile de faire du tourisme un levier du développement de La Réunion. L'efficacité des importantes aides publiques restera donc toujours bien limitée.

M.M.

Fabien Roussel propose de «rouvrir le débat» sur la police de proximité

Le secrétaire national du PCF, Fabien Roussel, a salué «la réussite sécuritaire» des JO, et estimé qu'il faut «faire fructifier le lien de confiance partiellement retrouvé» entre les Français et les forces de l'ordre.

Dans la soirée du 11 août, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a déclaré qu'«*aucun accroc*» n'avait été à signaler durant la quinzaine de jour des Jeux. Une mission accomplie dû au déploiement massif des forces de l'ordre sur le territoire.

Au sein de la classe politique, des voix s'élèvent à gauche afin d'en tirer des leçons et de repenser un système plus harmonieux. Ces nouvelles prises position étonnent car la gauche n'est habituellement jamais en première ligne sur les questions liées à la sécurité.

Dans un communiqué diffusé le 12 août, Fabien Roussel a estimé qu'il faut «*réinvestir au service des populations, réinvestir au service des professionnels eux-mêmes pour améliorer sensiblement leurs conditions de travail, de rémunération et de formation*».

Le PCF souhaite «*capitaliser sur la réussite sécuritaire de cet événement pour réinterroger la doctrine d'emploi des forces de l'ordre et leur organisation*». Pour cela, il faudrait «*rouvrir en grand le débat sur la création d'une police de proximité dotée de 30000 agents, dédiée à renforcer les moyens d'enquête, l'ilotage et le lien avec la population*».



Le retour de la police de proximité est une promesse du Nouveau Front populaire, après avoir été supprimé en 2003 par Nicolas Sarkozy. Le ministre de l'Intérieur de Jacques Chirac avait considéré que les résultats n'étaient pas assez convaincants, notamment sur la baisse de la délinquance. La gauche pense l'inverse.

Fabien Roussel a dit souhaiter "faire fructifier un lien de confiance partiellement retrouvé pour faire grandir les exigences de progrès dans le domaine. Qu'il s'agisse des besoins d'une formation initiale et continue renforcée pour les agents, de leur contrôle indépendant, de l'abrogation de la réforme de la PJ ou encore de la question d'une augmentation nécessaire des effectifs comme du maillage en commissariats et brigades".

Dans un entretien au Figaro, Mathieu Hanotin, le maire socialiste de Saint-Denis a également considéré que "ces Jeux font la démonstration que la présence de la police est efficace pour lutter contre l'insécurité". Ce dernier a indiqué avoir obtenu "qu'un certain nombre de forces de l'ordre, notamment les effectifs de la police judiciaire, soient maintenues après les Jeux".

15 et 30 ans. Mais seuls 7 athlètes ont représenté Madagascar dans quelques disciplines.

La France compte 68 millions d'habitants, dont 23,3 millions ont moins de 30 ans, et 11,7 millions entre 15 et 30 ans. 571 athlètes ont représenté la France dans toutes les disciplines. Certes, les JO avaient lieu en France. Mais ceci ne suffit pas à expliquer que la délégation sous pavillon français était plus de 80 fois plus importante que celle de Madagascar.

Autre pays d'outre-mer, le Royaume-Uni, est peuplé par 65 millions d'habitants, dont 24 millions ont moins de 30 ans, et 12 millions entre 15 et 30 ans. Aux JO de Paris, la délégation du Royaume-Uni avait 327 participants dans 27 disciplines, soit 46 fois plus que la délégation malgache.

La Réunion a une population inférieure au tiers de celle de la plus grande ville de l'océan Indien, Antananarivo. Cela équivaut à 2 ou 3 quartiers de cette capitale. Il est donc à noter qu'avec moins de 900.000 habitants, dont seulement 260.000 ont moins de 30 ans et 167.000 entre 15 et 30 ans, La Réunion avait, au sein de la délégation française, 14 représentants, soit 2 fois plus que Madagascar. amment par les BRICS.
M.M.

BAYALINA

BAYALINA, PAR AXEL GAUVIN... IN ROMAN DANN LA LANG
KRÉOL RÉNYONÉ, AN FÈYTON DANN TÉMOIGNAGES -96-

VANDREDI 9 MARS (TROIZIÈM BOUTE)

**(ZÉLÉKSION I ARIVE : LO MAIRE LA-FÉ DONE SORBÉ MARMAÏY LA KANTINE. LINA ÈK MANO
LA-PA VNÜ TRAPE LA ZOT. LA DIRÉKTRISSE I VÉ TRAPE MANO. EL I RODE ALI :)**

« Et le Mano ? Où se cache donc l Mano ?... Allez, debout !

Mano i dboute, soman son tête i kante en boudin si lo koté. Pou pa tro fé parle ali, li sé-d' tire son fransé pou trouve in léskiz :

- Ma dent est piquée, les affaires doux me fait mal.
- J'ai une dente cariée, les choses sucrées me font mal. Répète !

Tan k' Mano la-pou ardoube lo kadriy, Ivone i vien margongne in nafèr dann trou zorèy Manmzèl la diréktrisse. La boush ça i vire en fonnman kazou :

- Ça va, j'ai compris ! Eh bien nous dégusterons votre sorbet en pensant à votre gugus que Monsieur De Maisonneuve battra dimanche. Tenez, Yvonne ! Celui-là est pour vous.

"Gugus" ? koça i lé ça in "Gugus" la ? Kèl "Gugus" èl la-pou kozé, èl la ?

Avank mwïn la-fine poze késtion kamarade, lo ravodri d' Rémon i réponn :

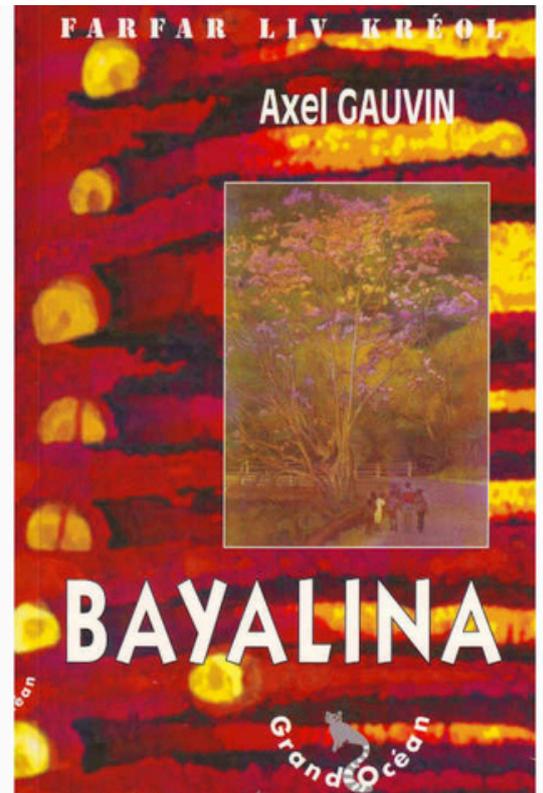
- lo chef kominist'. Papa-manman Mano-Lina, i amène zéléksion pou bann lo diab, bann kominist'.

Sa i renouvèl amwin pou toulbon li té fine di ça pou papa Lina. Mé soman,

"Gugus", "Gugus" pa, mi kasse pa la tête pou ça, mwïn ! Mèm si Lina i "gugus", lé pa pou ça mwïn va yème aèl moins, srèsse in mti guine.

Lé pa prédikassion ce vié sofé d'diréktrisse-là va fé pérde mon Lina son sourir. Kozman en bob konmsa la, i glisse dessi èl konm delo dessi fèy sonz ! En atandan, Mano l'ot boute nout tab, i arète pa rale lo rime, i margrongne :

- Pa amwin-là pou manze la taïy Maisonneuve !



Axel Gauvin



Mission akonpli sommes an tol !

Mézami, dimansh mwinn la parti in rényon in sékssion é mwinn la antann in ta gayar zafèr pou ankouraz anou pou romète noute parti kominiss dsi lo raye. Sa i ariv pa toultan mé kan sa i ariv sa i done anou kouraz dann lo gran shomin pou lo rodréssman.

Dan rényon-la l'avé in nouvo adéran é an parmi toute sak li la di, momandoné li la intéroz ali dsi la manyèr la trète - plito maltrète, bann kominiss dann péi-la.

Biensir kan li la di sa, in kantité souv'nir la romonte a la sirfass, konm pou rapèl amwin toute sak nou kominiss nou la passé é an parmi mi rapèl in zistoir Bruny Payet la rakonte anou dann tan li té pankor pass l'ote koté la vi.

Sa téi éspass dann la vil Sin-Pyèr é dann tan -la lo mèr té in dénomé gro-ta é bann nèrviss téi fé règn zot loi dann la mézon soidizan di pèp.

Sé konmsa ké bann kominis l'avé poin lo droi rante dan la méri kissoi pou tir in fèye médssin sansa alé domann in papyé létasivil.

In zour troi militan pou arète lo dékourazman an parmi bann zéléktèr kominiss la désside rante dan la méri pou tir papyé é kan bann nèrviss l'ataké zot la riposté é d'après sak i di zot la pliss doné ké gagné ziska zandarm i vien arète azot.

Donk Bruny i rakonte in l'avoka avoyé par lo parti la gingn lo droi vizite azot é zot la done l'avoka in sinp papyé pou done Bruny Payet é kossa té marké dsi ?

Té marké : Mission akonpli, sommes an tol é noute kamarade la trouv sa éstralordinèr konm li téi di.

A on antandèr salu !

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
74ème année
Directeur de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau; 1947-1957: Raymond Vergès;
1957-1964: Paul Vergès; 1964-1974: Bruny Payet; 1974-1977:
Jean SImon Mounoussany Amourdom; 1977-1991: Jacques
Sarpédon; 1991-2008: Jean-Marcel Courteaud; 2008-2015:
Jean-Max Hoarau; 2015: Ginette Sinapin

6 rue du général Emile Rollad
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
Tél.: 0262 55 21 21 - Email : redaction@temoignages.re
Site Web: www.temoignages.re
Tél : 02 62 55 21 21
Publicité: publicite@temoignages.re
CPPAP: 0916Y92433